

assimiler les idées et méthodes du marxisme, et par-dessus tout, parce qu'elle est effrayée par le nouveau phénomène.

Naturellement, cette nouvelle forme d'accumulation était présente dès les premiers jours de la Révolution russe et fut reconnue comme une forme particulière du capitalisme d'Etat. Mais sans aucun doute elle avait, dans les premiers jours, une importance et une signification sociale différente de celles qu'elle prend aujourd'hui. Il nous semble que cette forme d'accumulation est un bien plus grand danger pour l'avenir socialiste de la Russie que l'accumulation primitive qui a lieu à la campagne et dans le marché libre.

Si l'on considère les tendances historiques vers l'étatisation sur l'échelle mondiale, et le fait que l'étatisation de la Russie a survécu à l'épreuve d'une grande guerre, il semble correct de croire qu'il n'y a pas de raison pour qu'une nouvelle classe capitaliste ne puisse naître en Russie et dominer la vie économique du pays sans détruire la propriété d'Etat en tant que telle; mais, au contraire, par l'investissement en bons d'Etat. Si la tendance actuelle des investissements et de l'héritage continue, il est possible que la propriété d'Etat soit transformée en une fonction juridique, alors qu'en réalité, une nouvelle classe de capitalistes d'argent se sera emparée des moyens de production.

Trotsky pensait que faute d'une nouvelle révolution politique prolétarienne les normes bourgeoises de la distribution mèneraient à la disparition des trusts d'Etat qui seraient transformés en trusts de propriété privée. Il ne pensait pas qu'une classe « de capitalistes d'Etat » naîtrait sur la base de la propriété d'Etat en Russie. Pourtant, il formulait ses idées avec suffisamment d'élasticité afin de ne pas exclure même cette forme de dégénérescence. Il écrivait dans « La Révolution trahie » :

« Et poussant à l'extrême, dans sa complaisance envers les dirigeants, les normes bourgeoises de la répartition, il (l'Etat, J.H.) prépare une restauration capitaliste. La contradiction entre les formes de la propriété et les normes de la répartition ne peut pas croître indéfiniment. Ou les normes bourgeoises devront, ainsi ou autrement, s'étendre aux moyens de production, ou les normes de la répartition devront être accordées à la propriété socialiste. »

Cette idée est élaborée plus loin, dans la partie de « La Révolution trahie » portant le sous-titre : « La question du caractère social de l'U.R.S.S. n'est pas encore tranchée par l'histoire. » Contre la théorie que la bureaucratie russe pourrait être caractérisée en 1936 comme une classe de capitalistes d'Etat, Trotsky répondait :

« ...La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination sous la

forme de conditions particulières de propriété. Elle est obligée de défendre la propriété de l'Etat, source de son pouvoir et de ses revenus. Par cet aspect de son activité, elle demeure l'instrument de la dictature du prolétariat. »

« Les tentatives de présenter la bureaucratie soviétique comme une classe « capitaliste d'Etat » ne résistent visiblement pas à la critique. La bureaucratie n'a ni titres ni actions. Elle se recrute, se complète et se renouvelle grâce à une hiérarchie administrative sans avoir de droits particuliers en matière de propriété. Le fonctionnaire ne peut pas transmettre à ses héritiers son droit à l'exploitation de l'Etat. »

L'évolution de la société russe montre pourtant que « la forme particulière de propriété » développée par la bureaucratie est précisément « la propriété d'Etat ». Des titres ou actions de l'Etat qui rapportent des intérêts de 4 % sont sans aucun doute une propriété d'un « genre spécial ». De plus, le bureaucrate individuel peut maintenant « transmettre à ses héritiers » le droit à « l'exploitation » de la propriété d'Etat à travers ces actions portant des intérêts.

Pourtant, l'histoire n'a pas eu son dernier mot à dire sur la question si une nouvelle classe capitaliste peut se stabiliser sur la base de cette forme de propriété. Elle a pourtant démontré clairement que la bureaucratie cherche tous les moyens légaux, ou illégaux, pour étendre sa part du produit en surplus, pour consolider ses privilèges pour des générations en introduisant ces privilèges dans la structure légale du pays.

Entre temps, l'accroissement numérique du prolétariat et son développement culturel préparent la force qui à la longue est certaine d'entrer en collision avec la bureaucratie. A l'étape présente il n'est pas possible de donner une réponse finale et concluant la question de savoir comment les antagonismes sociaux entre les deux forces de classe se développeront au cours de la prochaine décennie. Cela dépendra du choc entre les forces vivantes, non seulement en Russie, mais sur le champ de la lutte de classes internationale.

Une chose est certaine : la situation actuelle ne restera pas stable. Si, dans la prochaine période, les ouvriers des pays capitalistes avancés n'accomplissent pas la révolution prolétarienne et sont vaincus par la classe dominante, écrasés sous la botte d'une nouvelle et sanglante dictature; et si, entre temps, les ouvriers russes s'avèrent incapables de se débarrasser de la bureaucratie, alors la restauration du capitalisme est inévitable, sous une forme ou une autre.

Le processus de dégénérescence s'est énormément accéléré depuis que la « Révolution trahie » fut écrite il y a dix ans. Les changements qui se sont

produits durant la guerre et comme résultat de celle-ci, doivent être sérieusement examinés pour être correctement compris. Comme insistait Trotsky: « A chaque nouvelle étape, une analyse concrète des relations actuelles et des tendances dans leurs connections et interactions continues, est nécessaire. »

D'après notre pronostic actuel, la dégénérescence de l'Etat soviétique n'a pas conduit à une nouvelle forme d'exploitation de classe comme forme prédominante. La quantité n'a pas été transformée en qualité. L'Etat ouvrier dégénéré existe toujours sur la base des rapports de la propriété nationalisée. Le groupe d'invasion dans les rangs de la bureaucratie n'a pas pris le pouvoir de la bureaucratie en général. Il n'a pas remplacé l'Etat ouvrier par un système de capitalisme d'Etat ou de capitalisme sous toute autre forme.

Dans le passé, tout en expliquant la dégénérescence, nous avons souligné dans notre analyse le caractère prolétarien de l'Etat russe. Dans la période présente et dans les jours à venir, si les tendances que nous avons esquissées ci-dessus continuent sans rencontrer d'obstacles, il sera plus que jamais nécessaire de mettre l'accent sur le caractère de classe bourgeois de la dégénérescence. Car ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'éduquer nos camarades sur le danger intérieur de classe qui menace de renverser les dernières conquêtes de 1917; d'expliquer ce que nous défendons et pourquoi nous le défendons, non seulement par une intervention de l'extérieur mais par la destruction de la bureaucratie stalinienne; et en même temps sur la base d'une analyse économique marxiste, de réfuter les différentes écoles révisionnistes qui sont apparues sur la question de la nature de l'U.R.S.S., et les illusions grossières d'un caractère stalinien ou semi-stalinien incluses.

Il n'est pas possible à notre minorité, sur la base de sophismes « huileux » qui cachent son incapacité à saisir les réels processus économiques et leurs relations de classe, de répondre aux différentes écoles de pensée révisionnistes. Tout son arsenal ne contient que de simples phrases. Lorsqu'elle est forcée d'expliquer l'économie de la phase transitoire de la Révolution russe et tout spécialement sa dégénérescence, elle démontre qu'elle-même garde des illusions de la plus vieille école de révision sur la question russe.

Pour notre part, nous restons fermement attachés aux principes et méthodes du marxisme. Dans notre analyse de la Russie, nous nous basons sur les enseignements de Trotsky, dont la méthode est la seule qui permette de comprendre la Révolution, et spécialement, le caractère de classe de sa dégénérescence.

1er AOUT 1946.